D'une AG à l'autre, pour une APF plus démocratique et plus efficace

Soutien à la motion « Pour une démarche démocratique et participative, afin de modifier les textes statutaires de l'APF pour améliorer sa gouvernance »

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des adhérent-e-s, des militant-e-s de l'APF, élu-e-s et ex-élu-e-s pour la plupart en CAPFD et CAPFR, impliqués dans l'action et la vie de l'association. Contrairement à ce qui a pu être prétendu, nous ne visons aucunement à « déstabiliser » l'APF, mais bien au contraire à identifier et traiter les problèmes qui affaiblissent actuellement notre association. Nous ne cherchons pas non plus à « devenir califes à la place du calife », car nous ne raisonnons justement pas en termes de « califes » ou de « chefs ». Nous désirons au contraire une **association moderne, conviviale, efficace, réellement démocratique, où les forces vives, les militant-e-s, déterminent vraiment les orientations, ensemble**. Ensemble, car nous ne visons pas non plus à disperser les forces et à tirer chacun de son côté, territoire par territoire. Nous reconnaissons la nécessité d'une direction nationale forte, mais pas toute-puissante ni oublieuse de la « base » sur laquelle repose l'APF.

Que critiquons-nous ?

Le 27 Juin 2015, lors de la précédente AG de l'APF, la **motion** présentée par le Conseil d'Administration "Une Nouvelle Etape de Démocratie Ensemble" a été **rejetée** par une majorité. Ce vote négatif, inédit, intervenu juste avant la clôture de l'AG, n'a pas pu être suivi d'un débat, et les votes expliqués. En fait il était le **révéléateur d'une situation de malaise**, ou de crise, qui couvait depuis quelque temps. La mission UNEDE projetait de répondre à cette situation : les adhérents à la base de l'APF, dans les départements, et leurs élus, avaient le sentiment d'être très loin de centres de décisions politiques qui leur échappaient. Venait s'ajouter à cela le projet de refonte des délégations et des territoires lancé dans le même temps par la DG et la Présidence. La mission UNEDE a été vécue dans bien des endroits comme une **simple consultation** de la base, avec des marges de choix très limitées et déjà déterminées à 90%. Dont les résultats ont été très partiellement mis en œuvre par le CA.

En bref, **le processus visant à la démocratisation s'est déroulé jusqu'ici d'une manière peu démocratique**, du sommet à la base (*top down*), et a été conclu tout naturellement par une motion qui ne convenait pas.

Que se passe-t-il ?

Or la **démocratie associative** conditionne notre efficacité militante. Sans rejeter l'entière responsabilité de l'échec de notre mobilisation contre l'ordonnance accessibilité sur la direction nationale, il ne fait aucun doute que l'éloignement de cette dernière vis-à-vis des réalités de terrain et le manque de continuité dans les initiatives, ont joué contre nous. C'est ce qu'ont voulu exprimer et démontrer en octobre dernier les signataires du *Manifeste « Ensemble revenons au projet APF : militant ! »*, mais c'est aussi le ressenti de nombreux adhérents qui n'ont pas pour autant partagé l'intégralité de ce texte.

Signataires ou non, il s'agit d'une partie importante des forces vives de l'Association, élus, bénévoles, militants, celles et ceux qui la font vivre et la rendent visible dans les départements et les communes. Il ne s'agissait ni de *déstabiliser*, ni d'*affaiblir*, ni de critiquer publiquement l'APF mais au contraire de nous donner les moyens de la rendre plus efficace en réfléchissant à une démocratie associative digne du 21^{ème} siècle, en surmontant les obstacles révélés par le vote négatif de Nantes.

Il ne s'agit pas non plus de renverser la direction actuelle et de « prendre le pouvoir ». Pour penser et parler ainsi, il faut avoir soi-même un sérieux problème avec le pouvoir.

Hélas, la réponse de la hiérarchie APF à cette inquiétude légitime et à cette démarche a été une **stratégie de la tension : exclusion** d'une militante APF connue pour son engagement et son efficacité, dont le tort a été de s'être exposée comme la représentante des inquiétudes, et qui a été sanctionnée, de manière démesurée, **pour l'exemple. Éviction** arbitraire (de *l'île aux Projets*) d'un autre militant tout aussi reconnu nationalement, qui avait signé la pétition de soutien à Odile MAURIN, harcèlement

poussant d'autres élus à la démission, mise en danger, ... **Violences verbales** du Président Rochon à l'égard de ceux qu'il considère comme des opposants.

On nous a reproché la publicité faite aux conflits, alors même que c'est le CA qui en excluant de manière abusive a déclenché cela, obligeant alors à se défendre. A partir du moment où une responsable très connue dans une grande région est déchue de son appartenance à l'APF et contestée dans ses mandats, était-il possible de répondre à la presse : **Circulez, y'a rien à voir** (comme, trop souvent, on nous le dit à l'intérieur de l'APF !).

QUE PROPOSONS-NOUS ?

Dans l'immédiat, nous souhaitons que ce soit cette Assemblée Générale, à Clermont-Ferrand, qui fixe la suite du processus de révision des statuts de l'APF enclenchée par le C.A. **Notre motion** vise à sortir du monopole des administrateurs sur le pouvoir de proposition concernant cette révision, et d'en sortir clairement. C'est-à-dire non pas en concédant des « espaces de concertation » morcelés et tardifs aux adhérent-e-s et aux CAPFD, mais en définissant précisément une procédure où **toute proposition avancée sera soumise à l'AG** qui révisera les statuts, qu'elle vienne du C.A., des CAPFD, ou de militant-e-s. Nous souhaitons que ce soit une AG extraordinaire qui statue, de manière à donner à cette révision le temps et la solennité qu'elle mérite.

Dans les prochains mois, nous soutiendrons les propositions allant dans les directions suivantes :

- Équilibrage des responsabilités statutaires entre un C.A. nécessairement restreint et fort, dédié à l'exécution des orientations prises, et d'autre part, une instance politique représentative des forces vives, dont la mission serait d'actualiser régulièrement les orientations prises en AG annuelle, et des instances de contrôle participatif.
- Redéfinition des Commissions Nationales, constituées à parité d'élus des CAPFD-CAPFR et du CA
- Affirmation de la priorité du rôle des CAPFD, en lien avec l'organisation territoriale nouvelle mais non soumise à elle, dans l'animation politique, la concertation ; les CAPFR des très grandes régions nouvellement apparues ne pouvant être que des instances de coordination
- Participation des adhérents à l'AG par le biais d'Assemblées Départementales réunies toutes à la même période et avant l'AG, déléguant des représentants avec des propositions et des demandes et possibilités de votes à distance pour l'AG avec soumission des documents à l'ensemble des adhérents en amont
- Une réflexion sur les relations entre le secteur militant et le secteur gestionnaire, qui nous sorte de cette situation où les CAPFD et les adhérent-e-s sont censuré-e-s (ou s'autocensurent) face à tout problème surgissant dans un établissement APF.

Nous savons que la révision des statuts ne s'appliquera qu'après validation par la tutelle gouvernementale et le Conseil d'État. Mais rien ne nous empêchera d'en appliquer l'esprit dès que nous les aurons adoptés. Quant au renouvellement du CA, il devra se faire après validation des nouveaux textes, selon la nouvelle organisation de la gouvernance. **C'est ce que nous souhaitons, de tout notre cœur : que l'APF trouve le chemin de la démocratie associative du 21^{ème} siècle, garante de son efficacité au service des personnes, de la justice et de la vraie inclusion.**

Signataires par (ordre alphabétique) : **Annick AROSTEGUY** Représentante départementale Pays Basque 64, **Bernadette CERCIAT** adhérente APF 31, **Martine COLMANT** adhérente, ex Représentante Départementale 91, ex membre GNP et CNPF, **Georgette COURTEMANCHE** élue CAPFD 71, **Annick DESCHAMPS** élue CAPFD 79, **Marie-Charlotte FAUCHER** élue CAPFD 31, **Alain GOUJON** élu CAPFD 31, **Roseline GOUJON** élue CAPFD 31, **Marie-Christine GOURDRE** élue CAPFD 31, **Alain JAMAIS** ex élu CAPFD 83, **Ghislaine MARTINAT** ex Représentante Départementale 87, **Martine MAUDONNET** Représentante Départementale 21, **Michel METZ** élu CAPFD 91, ex Représentant Départemental, **Michèle MUNIER** élue CAPFD 25, **Jean-Marie PERIGNON** élu CAPFD 17, **Emmanuelle PLACE** élue CAPFD 67, **Francine PONSON LIGER** élue CAPFD 45, **Pascaline REYNAUD-MATTUTZU** élue CAPFD 81, ex Représentante Départementale, **Antonio-José SERRA** élu CAPFD 25, **Walter SALENS** ex élu CAPFD 95, **José SISA** élu démissionnaire CAPFD 26, **Aline SOULA** adhérente APF 31, **Michel SUBRA** Représentant Départemental 09, ex Représentant régional Midi-Pyrénées, **Jean-Marie VIPREY** élu CAPFD 25, **Benoit WARNERY** Représentant Départemental Suppléant CAPFD 06